



Adresse : _____
permanente du demandeur

Code postal : |_|_|_|_|_| Commune : _____

☎ : |_|_|_|_|_|_|_|_|_| Téléphone portable professionnel : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|

N° de télécopie : |_|_|_|_|_|_|_|_|_| Mél : _____

☐ Vous avez un compte bancaire unique ou plusieurs comptes bancaires pour le versement des aides. Le GAL connaît ce(s) compte(s) et en possède le(s) RIB. Veuillez donner ci-après les coordonnées du compte choisi pour le versement de cette aide, ou bien joindre un RIB :

Code établissement |_____| Code guichet |_____| N° de compte |_____| Clé |_____|

☐ Vous avez choisi un nouveau compte bancaire : veuillez joindre obligatoirement un RIB.

Cadre réservé à l'administration

Fiche (s) action concernée par l'opération _____

L'opération se déroule-t-elle dans une ville moyenne ? _____

Si oui, quel pourcentage du montant de l'opération concerne une zone de ville moyenne ? |_|_| %

S'agit-il d'une opération intégrée ? ☐ oui ☐ non

-
- This image shows a single sheet of white paper with horizontal ruling lines. The lines are evenly spaced and run across the width of the page. There are no margins or other markings on the paper.

- Date prévisionnelle de commencement du projet : ____/____/____ (mois, année)
➤ Date prévisionnelle de fin du projet : ____/____/____ (mois, année)

a) Investissements matériels

Nature de l'investissement	Montant prévisionnel en €	Devis joint	Fournisseurs à l'origine du devis	Matériel d'occasion	Auto-construction
		☐		☐	☐
		☐		☐	☐
		☐		☐	☐
		☐		☐	☐
		☐		☐	☐
		☐		☐	☐
		☐		☐	☐
		☐		☐	☐
		☐		☐	☐
		☐		☐	☐
		☐		☐	☐
TOTAL des dépenses prévues					

Coûts de personnel (le cas échéant) :

Nature de l'intervention prévue	Nature / type d'intervenant prévu ¹	Nombre d'intervenants	Temps prévisionnel consacré à cette action (en nombre de jours / an)	Montant prévisionnel en € ²	Fiche de paie ou autre justificatif joint*
					☐
					☐
					☐
					☐
					☐
					☐
					☐
TOTAL des dépenses prévues					

Etudes préliminaires (le cas échéant) / maîtrise d'œuvre (le cas échéant) :

Nature de la dépense prévue	Montant prévisionnel en €* 123456789101112131415161718192021222324252627282930313233343536373839404142434445464748495051525354555657585960616263646566676869707172737475767778798081828384858687888990919293949596979899100	Devis joint* □	Fournisseur à l'origine du devis
		□	
		□	
		□	
TOTAL des dépenses prévues			

Apports en nature

1. terrains, bâtiments : la valeur est déterminée par un organisme indépendant : montant prévisionnel |_|_|_| |_|_|_|, |_|_| €
2. travail bénévole : le demandeur évalue la durée de travail prévisionnelle : valeur équivalent temps plein |_|_|_|, |_|_|, |_|_|€
évaluation du coût du travail |_|_|_| |_|_|_|, |_|_| €

L'autorité de gestion vérifiera la valorisation financière de ces apports.

TOTAL GÉNÉRAL DES DÉPENSES PRÉVISIONNELLES	, €
--	---------

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DU PROJET

① Financement d'origine publique

Financeurs publics sollicités appelant du FEADER	Montants en € ⁽²⁾	Sollicité dans le cadre de la présente demande	Sollicité dans le cadre d' une autre demande	obtenu
Conseil Régional de la Guyane : _____	_ _ _ _ _ _ _ , _ _	☐	☐	☐
Conseil Général de la Guyane : _____	_ _ _ _ _ _ _ , _ _	☐	☐	☐
CNES : _____	_ _ _ _ _ _ _ , _ _	☐	☐	☐
Autres (précisez) : _____	_ _ _ _ _ _ _ , _ _	☐	☐	☐
TOTAL CONTRE-PARTIE NATIONALE :	_ _ _ _ _ _ _ , _ _			

Financiers publics sollicités n'appelant pas du FEADER	Montants en €	Sollicité dans le cadre d' une autre demande	obtenu
	_____ , _____	☐	☐
	_____ , _____	☐	☐
	_____ , _____	☐	☐
	_____ , _____	☐	☐

Autofinancement : maître d'ouvrage public ⁽¹⁾	
Emprunt (a)	
Auto - financement (b)	
Sous-total apport du maître d'ouvrage public (a + b)	

Financements européens (FEADER) sollicités	
---	--

[illegible]

② Financement d'origine privée

Autofinancement : maître d'ouvrage privé	
Emprunt (a)	
Auto - financement (b)	
Sous-total apport du maître d'ouvrage privé (a + b)	

Autres financeurs privés	
Participation du secteur privé (à préciser)	,
Sous-total financeurs privés	,

③

Recettes prévisionnelles générées par le projet	_____
---	-------

TOTAL ① + ② + ③

TOTAL général = coût du projet	1 000 000, 00
---------------------------------------	---------------

(1) Le guichet unique détermine le cas échéant la part de l'autofinancement public qui appelle du FEADER

(2) S'assurer que le coût du projet correspond au total des dépenses prévisionnelles

ENGAGEMENTS DU DEMANDEUR

☐ **Je demande (nous demandons)** à bénéficier des aides au dispositif 411-123A

J'atteste (nous attestons) sur l'honneur :

- ☐ N'avoir pas sollicité pour le même projet, une aide autre que celles indiquées sur le présent formulaire de demande d'aide,
- ☐ Avoir pris connaissance des points de contrôle,
- ☐ L'exactitude des renseignements fournis dans le présent formulaire et les pièces jointes,
- ☐ Etre à jour de mes obligations fiscales,
- ☐ Etre à jour de mes obligations sociales,
- ☐ Avoir pris connaissance que ma demande d'aide pourra être rejetée en totalité ou partiellement au motif que le projet ne répond pas aux priorités définies dans le GAL ou au motif de l'indisponibilité des crédits affectés à cette mesure,
- ☐ Avoir pris connaissance que ma demande sera rejetée en l'absence de réponse de l'autorité compétente au-delà du délai de six mois à compter de la date à laquelle mon dossier est réputé complet.

☐ **Je m'engage (nous nous engageons), sous réserve de l'attribution de l'aide :**

- A informer le GAL de toute modification de ma situation, de la raison sociale de ma structure, des engagements ou du projet,
- A permettre l'accès au périmètre aménagé aux autorités compétentes chargées des contrôles pour l'ensemble des paiements que je sollicite pendant 5 années,
- A engager les travaux dans un délai d'1 an à compter de la notification de la convention d'octroi de l'aide,
- A achever les travaux dans un délai de 3 ans à compter de la notification de la convention d'octroi de l'aide,
- A ne pas solliciter à l'avenir, pour ce projet, d'autres crédits (nationaux ou européens), en plus de ceux mentionnés dans le tableau « financement du projet »,
- A apposer un panneau explicatif lorsque l'action menée implique un investissement d'un montant total supérieur à 50 000 euros, à installer un panneau sur les sites des infrastructures dont le coût total dépasse 500 000 euros. Cette plaque explicative / ce panneau comprennent : le logo européen, la mention : « Fonds européen agricole pour le développement rural : l'Europe investit dans les zones rurales », ainsi qu'une description du projet. Ces éléments relatifs à la publicité de la participation européenne doivent occuper 25 % de la plaque.
- Le cas échéant :
 - A maintenir en bon état fonctionnel et pour un usage identique les investissements ayant bénéficié des aides pendant une durée de 5 ans à compter de la date de décision d'octroi de l'aide,
 - A rester propriétaire des investissements acquis dans le cadre de ce projet pendant une durée de 5 ans,
 - A ce que l'équipement dont l'acquisition est prévue dans le cadre de ce projet respecte les normes minimales requises, pendant 5 ans
 - A respecter le taux maximal d'aides publiques de 85 %
 - A détenir, conserver, fournir tout document permettant de vérifier la réalisation effective de l'opération, demandé par l'autorité compétente pendant 5 années : factures et relevés de compte bancaire pour des dépenses matérielles, et tableau de suivi du temps de travail pour les dépenses immatérielles, comptabilité... ,

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à instruire votre dossier de demande d'aide publique.

Conformément à la loi «informatique et libertés» du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de rectification touchant les informations qui vous concernent. Si vous souhaitez exercer ce droit et obtenir communication des informations vous concernant, veuillez vous adresser au Groupe d'Action Locale.

Je suis informé(e) (nous sommes informés) qu'en cas d'irrégularité ou de non respect de nos engagements, le remboursement des sommes perçues sera exigé, majoré d'intérêts de retard et éventuellement de pénalités financières, sans préjudice des autres poursuites et sanctions prévues dans les textes en vigueur.

Je suis informé(e) (nous sommes informés) que, conformément au règlement communautaire n°1974/2006, annexe 6, paragraphe 2.1 l'Etat publiera au moins une fois par an, sous forme électronique ou sous une autre forme, la liste des bénéficiaires recevant une aide du FEADER dans le cadre du programme de développement rural hexagonal, l'intitulé des actions et le montant des fonds publics qui sont alloués à ces actions. Cette parution se fait dans le respect de la loi « informatique et liberté » (loi n°78-17 du 6 janvier 1978. **Toute fausse déclaration est passible de peines d'emprisonnement et d'amendes prévues par les articles 441-6 et 441-7 du code pénal**

LISTE DES PIÈCES JUSTIFICATIVES A FOURNIR A L'APPUI DE VOTRE DEMANDE

Pièces	Type de demandeur concerné / type de projet concerné	Pièce jointe	Pièce déjà fournie à l'administration	Sans objet
Pour tous les demandeurs				
Exemplaire original du présent formulaire de demande d'aide complété et signé	tous	☐		
Relevé d'identité bancaire (ou copie lisible)	tous	☐		
Pièces justificatives des dépenses prévisionnelles (devis estimatif, attestations, barèmes...)	tous	☐		
Note de présentation comprenant un descriptif détaillé du projet (objectifs poursuivis, résultats attendus, inscription dans un projet plus vaste, planning détaillé des opérations et des consultations...)	tous	☐		
Attestations de régularité fiscale & sociale	Si demandeur privé	☐		☐
Récépissé des demandes d'autorisation administrative (permis de construire, loi sur l'eau, installation classée...)	tous	☐		☐
Trois derniers bilans financiers	Si demandeur privé	☐		☐
Attestation de libre disposition du terrain	tous	☐	☐	☐
Liste des aides publiques directes et indirectes perçues dans les 3 années qui précèdent la signature du présent document et notamment celles reçues au titre des règlements de minimis ((CE) N° 1998/2006 de la Commission du 15 décembre 2006 ou (CE) N° 69/2001 de la Commission du 12 janvier 2001 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité aux aides de minimis.)	Le cas échéant	☐	☐	☐
Accord de principe de financement de l'organisme bancaire	si recours au crédit-bail ou à un emprunt bancaire classique	☐	☐	☐
Pour une collectivité ou un établissement public				
Délibération de l'organe compétent approuvant le programme d'action et autorisant à solliciter la subvention	Tous	☐	☐	☐
Pour une association				
Exemplaire des statuts	Tous	☐	☐	☐
Acte constitutif : copie de la publication au JO ou Récépissé de déclaration en préfecture	Tous	☐	☐	☐
Délibération de l'organe compétent approuvant le programme d'action et autorisant à solliciter la subvention	Tous	☐	☐	☐
Pour une société ou une entreprise privée				
Présentation de la structure demandeuse	Tous	☐	☐	☐
Preuve de l'existence légale (extrait K-bis, inscription au registre ou répertoire concerné)	Tous	☐	☐	☐
Le Groupe d'Action Locale se réserve le droit de demander des pièces complémentaires pour une meilleure appréhension du dossier.				

Afin de faciliter mes démarches auprès de l'administration,

☐ j'autorise (nous autorisons)

☐ je n'autorise pas (nous n'autorisons pas) ⁽²⁾

l'administration à transmettre l'ensemble des données nécessaires à l'instruction de ce dossier à toute structure publique chargée de l'instruction d'autres dossiers de demande d'aide ou de subvention me concernant.

⁽²⁾ Dans ce cas, je suis informé qu'il me faudra produire l'ensemble des justificatifs nécessaires à chaque nouvelle demande d'aide. Toutefois, cette option ne fait pas obstacle aux contrôles et investigations que l'administration doit engager afin de procéder aux vérifications habituelles découlant de l'application des réglementations européennes et nationales.

Fait à _____ le _____

Signature(s) du (des) demandeur(s) :